

Les droits à RTT des agents des 3FP désormais amputés au prorata de la durée des congés maladie.

C'est le résultat d'une disposition de la loi de finances pour 2011.

On voit bien que le statut fait désormais l'objet de contournements : par le biais d'une loi de finances, les droits des personnels peuvent être réduits, sans attaque frontale du statut.

Parmi les arguments présentés au Sénat :

« Cette position est cohérente avec la règle de droit commun applicable aux salariés, sauf pour ceux qui sont soumis à un accord dit de forfaitisation.

Le juge administratif a renversé ce principe, tout d'abord, en 2006, pour la fonction publique hospitalière, en estimant que l'agent en congé de maladie est considéré comme ayant accompli les obligations de service et, de ce fait, peut prétendre à des jours de réduction de temps de travail, ou RTT.

Cette position a été étendue par les cours administratives d'appel à la fonction publique territoriale et il ne fait pas de doute qu'elle puisse être transposée à la fonction publique d'État.

Ainsi, ce qui était l'exception pour les salariés devient la règle générale pour les agents publics.

En ces temps de rigueur et de difficultés budgétaires, notamment sur les crédits de personnels des employeurs publics - nous venons de le voir encore récemment -, la générosité du juge administratif est parfaitement inopportune ».

Le texte du Sénat a été adopté le 6 décembre 2010 par la commission mixte paritaire et devient donc définitif 